

Convention collective

IDCC : 9121 | **EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCLTURE  
ET D'ÉLEVAGE, ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET CUMA  
(Aveyron)**

**(11 décembre 1981)**

(Étendue par arrêté du 30 novembre 1982,  
*Journal officiel* du 15 janvier 1983)

## Avenant n° 1 du 6 avril 2022

NOR : AGRS2297099M

IDCC : 9121

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Aveyron  
FDSEA ;**

**Syndicat des entrepreneurs des territoires de l'Aveyron EDT ;**

**Fédération départementale des CUMA de l'Aveyron FDCUMA,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**SGA CFDT de l'Aveyron ;**

**Union départementale CGT FO ;**

**Fédération CFTC Agri ;**

**SNCEA CFE-CGC,**

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

### Préambule

Les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour procéder à des aménagements de l'accord collectif de prévoyance du 28 septembre 2018 annexé à la convention collective du 11 décembre 1981 s'agissant de la mise en œuvre du principe de solidarité et de la mutualisation avec le fonds de solidarité national.

Par ailleurs, les partenaires sociaux bénéficient d'une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2024 et s'engagent à entamer des négociations pour mettre en conformité, selon les dispositions qui seront prévues par l'accord national du 10 juin 2008, le libellé des bénéficiaires avec le décret n° 2021-1002 du 30 juillet 2021 relatif aux critères objectifs de définition des catégories de salariés bénéficiaires d'une couverture de protection sociale complémentaire collective.

Il est également précisé qu'en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, le présent avenant ne comporte pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés. En effet, les entreprises de la branche sont majoritairement constituées par des effectifs de moins de 50 salariés. Aussi, les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes les entreprises de la branche, y compris les TPE de moins de 50 salariés, et ce afin de ne pas remettre en cause le régime social et fiscal de faveur attaché au présent régime.

En conséquence, l'accord collectif de prévoyance du 28 septembre 2018 est modifié comme suit :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Il est ajouté à l'article 7, point 6 « Principe de solidarité », le paragraphe suivant :

« Le présent accord départemental s'inscrit dans le cadre de la participation à la mutualisation du fonds de solidarité institué au niveau national, tel que prévu à l'article 6-3-4 de l'avenant 6 du 17 avril 2018 à l'accord national du 10 juin 2008 ».

### **Article 2**

Les autres clauses de l'accord demeurent inchangées.

### **Article 3 | Entrée en vigueur**

Les dispositions arrêtées au présent avenant prennent effet à compter du 1<sup>er</sup> jour du trimestre civil suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

### **Article 4 | Dépôt et extension**

Le présent avenant est établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires demandent, sans délai, l'extension du présent avenant qui sera déposé à la direction départementale de l'emploi du travail des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP), 9, rue de Bruxelles, BP 3125, 12301 Rodez Cedex 9,

*Fait à Rodez, le 6 avril 2022.*

(Suivent les signatures.)